

Histoire officielle vs pluralité des mémoires

Manuel scolaire, musées nationaux, commémoration inclusive.

La **connaissance du passé** structure notre capacité à orienter le présent. L'histoire transmise à nos enfants éclaire la manière dont nous organisons nos écoles et nos villes. **C'est ainsi qu'elle forge notre identité collective.** L'histoire n'est pas une simple succession de dates : elle est ce par quoi nous construisons du sens.

À partir de ces fondations, le **récit national québécois** se construit autour de **repères historiques**. La **Conquête** (1760) a posé les bases du droit civil français et du régime seigneurial, les **rébellions patriotes** (1837-1838) ont préparé la naissance de la **responsabilité ministérielle** et de la conscience démocratique, et la **Révolution tranquille** (années 1960) a marqué la laïcisation de l'État et la modernisation des institutions publiques. Ces jalons servent d'ancrages pour comprendre notre présent.



Pourtant, l'histoire ne se contente pas de se répéter comme un monolithe. Elle se réécrit, se négocie et se conteste : chaque société doit réfléchir aux principes qui structurent sa mémoire et orientent son avenir.

« Pour qu'une société ait prise sur son présent et son avenir, elle doit se donner des orientations et des idéaux qui tiennent à la fois de l'héritage et du projet collectif » -- Gérard Bouchard, L'interculturalisme. Un point de vue québécois (2012)

Ici, le modèle d'**interculturalisme** de Bouchard propose un équilibre : une culture commune sert de point de ralliement tout en intégrant la diversité. Cela explique pourquoi il insiste sur le **projet collectif** comme moteur de cohésion sociale.

Cette mémoire collective ne peut plus être neutre : elle reflète des choix, valorise certaines expériences et porte en elle des tensions, exigeant que la société reconnaisse pleinement les voix autrefois marginalisées pour rester cohérente et légitime.

Ces tensions prennent forme dans les **voix multiples des communautés**. Les mémoires particulières, celles des Premières Nations, des communautés anglophones historiques et des communautés issues de l'immigration, ne sont pas des souvenirs marginalisés. Ce sont des **voix vivantes**, qui réclament à être entendues parce qu'elles ont façonné, chacune à leur manière, le Québec d'aujourd'hui. **De cette manière, elles se manifestent dans l'espace public, dans les familles et dans nos institutions culturelles.**

À l'épreuve du réel, ces mémoires entrent en friction dans l'espace public. Prenons l'exemple des **statues, des noms de rues ou des chapitres scolaires controversés** : la statue de Sir John A. Macdonald à Montréal, la demande de renommer certaines rues, ou la révision de passages sur les Patriotes ne sont pas de simples querelles d'érudits. **Face à un monument ou une commémoration controversée, le citoyen peut se poser deux questions clés : Que nous disait ce monument à l'époque de son érection ? Que dit-il de nos valeurs actuelles ?** Ces questions transforment les controverses en véritables exercices de réflexion civique : elles ne constituent pas des attaques contre l'histoire, mais des débats sur la hiérarchie des valeurs que nous voulons voir reflétées aujourd'hui dans l'espace public. Dès lors, elles montrent combien différentes communautés cherchent à porter leur histoire et à s'assurer qu'elle éclaire ce que nous avons été et balise ce que nous voulons devenir.

Ce constat fait surgir une question cruciale : comment éviter que ces tensions ne soient étouffées ou instrumentalisées ? Il faut reconnaître qu'il existe un risque réel à trop centraliser la mémoire sous l'autorité de l'État. Une histoire imposée d'en haut peut étouffer la critique, figer la recherche et aliéner ceux dont l'expérience n'est pas pleinement représentée. **Les musées nationaux et les grandes cérémonies publiques ne sont pas de simples lieux de mémoire : ce sont des vitrines où l'État met en scène son histoire officielle. Leur défi aujourd'hui consiste à privilégier une co-scénarisation des récits avec les communautés concernées, en intégrant les voix autrefois silencieuses, pour que la pluralité devienne une méthode active et non un ajout superficiel.** C'est pourquoi, à l'inverse, un récit éclaté et atomisé fait perdre toute cohésion sociale. Ces extrêmes montrent que ni la mémoire imposée ni la mémoire éclatée ne suffisent à construire une identité collective robuste.

C'est pourquoi il faut articuler **vérité historique et récit national** : la vérité historique, fondée sur la recherche et la **méthode critique**, doit dialoguer avec le récit national, qui rend ces résultats compréhensibles et significatifs pour tous. **Si la mémoire est un souvenir vivant, souvent affectif et subjectif, l'histoire est une reconstruction scientifique et rigoureuse du passé : le défi de la gouvernance consiste à maintenir un dialogue entre ces deux dimensions.** La **méthode critique** consiste à croiser les sources, analyser le contexte, identifier et questionner les biais, et toujours distinguer les faits établis des interprétations. Cette rigueur permet de montrer que l'histoire n'est pas une opinion : elle agit comme un garde-fou pour le récit politique, en éclairant et balisant les choix collectifs. **Faire coexister ces deux dimensions : valoriser toutes les mémoires particulières sans sacrifier la cohésion collective.** Selon Jocelyn Létourneau, « *la formation d'une conscience historique procède alors d'une hybridation de ces savoirs, d'un bricolage propre à chaque jeune qui lui donne sens sans s'encombrer des codes disciplinaires* » -- Jocelyn Létourneau, *Je me souviens? Le passé du Québec dans la conscience de sa jeunesse* (2014).

Ainsi, **savoir d'où l'on vient n'est pas un luxe** : c'est un impératif pour décider où l'on va. Une mémoire structurée et partagée forge des citoyens capables de prendre ensemble des décisions éclairées. Une mémoire éclatée transforme chaque génération en arbitre improvisé du passé. **En 2026, la manière dont nous racontons notre histoire ne sera pas seulement un reflet du passé : elle sera le moteur de notre souveraineté politique et sociale, capable de donner tout son sens à notre trajectoire collective.**

Louis-Martin Carrière